

**DECISION N° 039/2023/ARMP/CRD/DEF DU 26 AVRIL 2023
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (CRD) STATUANT
EN COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE LA SOCIETE ECOREL
CONTESTANT L'ATTRIBUTION PROVISoire DE L'APPEL D'OFFRE OUVERT
N° F-COUD – 002/23 RELATIF A LA FOURNITURE DE 500 LITS SUPERPOSES
EN FER LANCE PAR LE COUD.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2022-2295 du 28 Décembre 2022 portant nouveau code des marchés Publics ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié par le décret n° 2020-22 du 7 janvier 2020 portant modification de l'article 76 du Code des Marchés publics ;

VU le décret n° 2017-527 du 11 avril 2017 portant nomination des membres du Conseil de Régulation (CR) de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret n° 2018-802 du 30 avril 2018 ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de la société ECOREL reçu le 14 mars 2023 ;

VU la quittance de consignation n°100012023001315 du 14/03/ 2023 ;

Madame Seynabou Traoré, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président ; de Messieurs Alioune NDIAYE, Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision fondée sur la recevabilité du recours :

Par requête reçue le 14 mars 2023 à l'ARMP, la société ECOREL a saisi le Comité de Règlement des Différends d'un recours pour contester l'attribution provisoire du lot 1 de l'appel d'offres relatif à la fourniture de 500 lits superposés en fer lancé par le Centre des œuvres universitaires de DAKAR.

SUR LES FAITS

Le COUD a obtenu des fonds dans le cadre de son budget de fonctionnement 2023 et a l'intention d'en utiliser une partie pour effectuer des paiements au titre du marché relatif à la fourniture de lits superposés en fer et de matelas orthopédiques alloti en 2 lots :

- Lot 1 : fourniture de 500 lits superposés en fer
- Lot 2 : fourniture de 1000 Matelas orthopédiques.

A cet effet, il a fait publier un avis d'appel d'offres dans le journal « le Soleil » du Lundi 16 Janvier 2023 pour sélectionner le prestataire.

A la séance d'ouverture des plis le 15 Février 2023, 12 offres ont été reçues listées ci-dessous :

N°	Candidats	Montants en CFA	
		Lot 1	Lot 2
1	Ets KILIFEU	70 000 000 F TTC	50 000 000 F TTC
2	Djimbira Productions	80 000 000 F TTC	75 000 000 F TTC
3	Ets Cheikh Ndakhté Ndiaye	77 500 000 F TTC	69 000 000 F TTC
4	Ets Gueye et associés	69 030 000 F TTC	71 980 000 F TTC
5	MATAL Services	79 650 000 F TTC	88 500 000 F TTC
6	ECOREL	53 100 000 F TTC	55 755 000 F TTC
7	EMHIR	-	56 640 000 F TTC
8	GROUPE DELTA	106 200 000 F TTC	106 200 000 F TTC
9	E.M.D	103 250 000 F TTC	92 630 000 F TTC
10	Groupe Speedo Europe Affaires	57 820 000 F TTC	64 900 000 F TTC
11	PARAMED services	-	Absence de lettre de soumission

12	GEDICOM	118 000 000 F TTC	106 200 000 F TTC
----	---------	-------------------	-------------------

Au terme de l'évaluation des offres, la commission des marchés du COUD, a proposé d'attribuer provisoirement le lot 1 à la société Groupe Speedo pour un montant toutes taxes comprises de Cinquante-sept millions huit cent vingt mille francs (57 820 000 Frs).

Suite à la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché dans le journal « Le Soleil » du lundi 06 mars 2023, la société ECOREL a saisi le COUD d'un recours gracieux.

N'ayant pas reçu de réponse de la part de l'autorité contractante, le requérant a introduit un recours contentieux auprès du CRD.

Par décision N°016/2023//ARMP/CRD/SUS du 21 mars 2023, le CRD a jugé le recours recevable, ordonné la suspension du lot 1 de la procédure et saisi l'autorité contractante afin de recueillir ses observations sur le recours ainsi que la transmission des pièces de la procédure.

Par correspondance du 14 Avril 2023, le COUD a transmis les éléments nécessaires à l'instruction du dossier ainsi que ses observations.

SUR LES MOYENS DU REQUERANT

Au soutien de sa requête, le requérant précise qu'il n'a pas reçu de réponse à son recours gracieux auprès de l'autorité contractante suite à l'avis d'attribution provisoire parue dans le journal du Lundi 06 mars 2023 pour connaître les motifs de rejet de son offre sur le lot 01 du marché concernant la fourniture de 500 lits superposés, alors que celle-ci est moins disante.

La société ECOREL rajoute que l'autorité contractante n'a pas demandé de compléments de dossier avant de prononcer l'attribution provisoire que le COUD et a injustement rejeté son offre alors qu'elle avait la possibilité de formuler une lettre de compléments d'information pour lui demander de fournir les documents manquants avant l'attribution.

SUR LES MOTIFS DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Dans sa lettre de transmission des pièces du dossier, le COUD précise que depuis quelques années, il a pris l'option de faire participer de plus en plus les artisans et petits industriels évoluant dans les PME et PMI. Il a donc exigé des soumissionnaires du lot 1, relatif à la fourniture de 500 lits superposés en fer, de prouver documents à l'appui qu'ils disposent (ou travaillent avec une structure formelle) d'un atelier en menuiserie métallique, implanté dans l'espace national, avec les équipements adaptés et un personnel qualifié pour faire (dans le respect des délais) la production demandée.

Le COUD justifie alors dans son courriel adressé à ECOREL, le rejet de l'offre par une non production d'atelier de menuiserie ou de contrat de partenariat avec une structure spécialisée.

SUR L'OBJET DU LITIGE

Il résulte de la saisine, et des faits qui la sous-tendent que l'objet du litige porte sur le rejet de l'offre de la société ECOREL pour défaut de qualification relatif à l'absence d'un atelier de menuiserie métallique ou d'un contrat de partenariat avec une structure spécialisée et sur le caractère moins disant de son offre.

EXAMEN DE LA DEMANDE

Considérant qu'il ressort de l'instruction des pièces du dossier que l'autorité contractante a fait publier l'avis d'appel d'offres ouvert relatif au marché susvisé dans le journal « le Soleil » du 16 Janvier 2023, postérieurement à l'entrée en vigueur du décret n° 2022-2295 du 28 Décembre 2022 portant Code des Marchés publics (CMP) ;

Que dès lors, le nouveau CMP s'applique aux faits de l'espèce ;

Considérant que l'article 44 du CMP stipule que tout candidat doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché en présentant tous les documents et attestations appropriés, énumérés par le dossier d'appel à la concurrence ;

Considérant que le point 5.1 des instructions aux candidats (IC) des Données Particulières de l'Appel d'offres (DPAO) prévoit pour les conditions de qualification applicables aux candidats, qu'il faut disposer, preuve à l'appui (ou travailler avec une structure formelle) d'un atelier de menuiserie e métallique, implanté dans l'espace national et l'adresse de la structure doit être connue et localisable pour une visite éventuelle et doit disposer d'un registre de commerce et d'un ninea ;

Considérant que l'article 44 dispose que les documents prévus aux points a) à f), et éventuellement h), i) et j) du présent article, non fournis ou incomplets, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire, passé ce délai, l'offre est rejetée ; qu'il est précisé que ces dispositions ne sont pas applicables que si les pièces fournies ne sont pas conformes aux exigences du dossier d'appel à concurrence ;

Considérant qu'à l'analyse de l'offre, la société ECOREL n'a fourni aucun document prouvant qu'il dispose d'un atelier en menuiserie métallique ou d'un contrat de partenariat avec une structure spécialisée ;

Considérant qu'à l'examen des documents, aucun élément ne révèle que l'autorité contractante a saisi la société ECOREL pour lui demander de compléter les documents manquants alors qu'au regard des dispositions de l'article 44, l'autorité contractante aurait dû demander par courrier un complément sur ce point ;

Qu'en rejetant l'offre du requérant dans ces conditions, la commission des marchés de l'autorité contractante n'a pas respecté les dispositions de la réglementation ;

Qu'au regard de ce qui précède, il y a lieu d'ordonner l'annulation de l'attribution provisoire du marché et la reprise de l'évaluation ;

PAR CES MOTIFS:

- 1) Constate que l'autorité contractante avait spécifié au point 5.1 des IC du DPAO que pour les conditions de qualification, les candidats doivent justifier, document à l'appui, qu'ils disposent d'un atelier de menuiserie métallique ou d'un accord de partenariat avec une structure spécialisée ;
- 2) Constate que la société ECOREL n'a pas fourni de document prouvant qu'elle dispose d'un atelier de menuiserie métallique ou d'un partenariat avec une structure spécialisée ;
- 3) Dit qu'en application de l'article 44 du CMP, la commission des marchés aurait dû lui demander un complément d'informations sur ce point ;
- 4) Dit qu'en rejetant l'offre du requérant dans ces conditions, la commission des marchés de l'autorité contractante n'a pas respecté les dispositions de la réglementation ;
- 5) Dit, en définitive, que le recours du requérant est fondé ;

- 6) Ordonne, par conséquent l'annulation de l'attribution provisoire et la reprise de l'évaluation des offres ;
- 7) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à la société Ecorel au COUD ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président,


Mamadou DIA

Les membres du CRD


Alioune NDIAYE


Moundiaïe CISSE


Mbareck DIOP

**Le Directeur général,
Rapporteur**


Saër NIANG

